



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

éducation nationale

Question au Gouvernement n° 2167

Texte de la question

BUDGET DE L'ÉDUCATION NATIONALE

M. le président. La parole est à M. Patrick Bloche, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Patrick Bloche. Monsieur le Premier ministre, la priorité donnée depuis plus de deux ans à la jeunesse et la refondation de l'école de la République sont des grandes ambitions du quinquennat. Et de fait, suite au vote de la loi de 2013, les chantiers engagés sont multiples, qu'il s'agisse de la priorité donnée au primaire grâce, entre autres, au dispositif dit « Plus de maîtres que de classes », de la refonte de l'éducation prioritaire, de la remise en place de la formation des enseignants, de la scolarisation des enfants de moins de trois ans dans les territoires les plus défavorisés ou encore du retour à la semaine de quatre jours et demi dans l'intérêt même des élèves. C'est en ce sens qu'il a été prévu de créer 60 000 postes en cinq ans.

M. Marc-Philippe Daubresse. L'école va bien, en somme ?

M. Patrick Bloche. Plus que jamais, à l'heure même où notre pays éprouve la fierté – cela vient d'être rappelé – que deux de nos compatriotes soient honorés la même année du prix Nobel de littérature et du prix Nobel d'économie, il faut rappeler l'objectif d'excellence de notre système éducatif et faire vivre la belle promesse républicaine d'égalité entre tous les enfants de France.

Aussi, monsieur le Premier ministre, alors que débute cet après-midi, dans cet hémicycle, l'examen du projet de loi de finances, pouvez-vous nous confirmer que l'éducation nationale redeviendra en 2015 le premier budget de la nation, illustrant ainsi la priorité donnée à l'avenir de notre pays ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le président, je ferai à M. Bloche une réponse complémentaire de celle que je viens de faire à M. Le Maire.

Vous avez raison, monsieur Bloche : comme l'ont dit M. le président puis M. Tourret, et suite à nos déclarations d'hier, je tiens à saluer M. Jean Tirole, lauréat d'un nouveau prix Nobel après celui qui a récompensé Patrick Modiano. Je l'ai dit hier et je veux le redire ici : c'est l'occasion pour chacun d'entre nous, selon ses responsabilités ici et en dehors de l'hémicycle, de saluer l'excellence française. Naturellement, nous devons affronter les difficultés avec lucidité ; mais rappelons aussi combien notre pays dispose d'atouts et combien il faut les valoriser. Il est consternant d'entendre parfois tenir – à l'étranger mais aussi en France même – un discours contre notre pays, contre ses atouts, contres ses valeurs et contre des hommes et des femmes qui portent haut la science, la recherche, l'enseignement et la culture. (*Applaudissements sur les bancs du groupe*

SRC.)

Mme Valérie Fourneyron. Exactement !

M. Manuel Valls, Premier ministre. La France est une grande puissance économique, la cinquième du monde et la deuxième d'Europe. Nous agissons dans le monde par notre diplomatie et par nos armées. Cela dit, l'une de nos forces réside dans nos universités, nos chercheurs et, au fond, cette jeunesse qui ne demande qu'à regarder l'avenir. Elle est l'un de nos atouts.

C'est pour cela que l'éducation est notre priorité. C'est pour cela qu'avec une augmentation de 1 milliard d'euros, le budget de l'éducation nationale redevient enfin ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être, c'est-à-dire le premier budget de la nation. C'est la preuve de l'engagement de la nation et de l'État pour l'avenir. Parce que notre démographie est un atout, la jeunesse n'est pas un problème ; elle est au contraire une solution pour l'avenir de la France.

C'est cet engagement qu'il faut retenir. À l'heure où nous entamons la discussion du budget et où nous débattons de l'avenir de l'Europe et des risques de récession que connaît la zone euro, c'est en affirmant nos priorités – l'éducation, l'enseignement supérieur, la recherche, mais aussi la sécurité et la justice – que nous montrons, monsieur le député, que c'est ici, au Parlement, que l'on décide de l'avenir de la France et du budget de la nation ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Patrick Bloche](#)

Circonscription : Paris (7^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2167

Rubrique : Ministères et secrétariats d'état

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 octobre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 octobre 2014](#)